

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	
Etranger { Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 20 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1944

- 22 août — Décret portant réorganisation du cadre des infirmières et sages-femmes coloniales. (*Arrêté de promulgation* N° 567 Cab. du 17 novembre 1944) 538
- 22 août — Décret qui complète l'article 41 du décret du 13 octobre 1936, réglementant l'exercice de la chasse dans les colonies (cession amiable de pointes d'éléphant aux écoles artisanales et aux indigènes ivoiriers patentés). (*Arrêté de promulgation* N° 568 Cab. du 17 novembre 1944) 540
- 25 août — Ordonnance qui modifie et complète le décret du 29 octobre 1936, relatif aux cumuls de retraites, de rémunérations et de fonctions. (*Arrêté de promulgation* N° 569 Cab. du 17 novembre 1944) 541
- 26 août — Décret modifiant le décret du 30 décembre 1912 fixant le régime financier des colonies. (*Arrêté de promulgation* N° 570 Cab. du 17 novembre 1944) 542
- 28 août — Ordonnance relative à la répression, par les tribunaux militaires français, des crimes ou délits de guerre commis, depuis l'ouverture des hostilités, par les nationaux ennemis ou agents non français au service des ennemis, en France ou dans un territoire relevant de l'autorité de la France. (*Arrêté de promulgation* N° 571 Cab. du 17 novembre 1944) 544
- 28 août — Décret qui stipule que la rétribution et les avantages divers des personnels auxiliaires des câbles sous-marins et des stations intercoloniales de T.S.F. sont fixés par les gouverneurs généraux ou les gouverneurs par assimilation avec

ceux du personnel analogue des administrations locales des colonies dans lesquelles ces personnels auxiliaires sont appelés à fournir leurs services. (*Arrêté de promulgation* N° 572 Cab. du 17 novembre 1944) 545

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1944

- 16 septembre — N° 2.600 AP. — Arrêté général fixant les conditions d'application de l'article 5 du décret du 7 août 1944 sur les syndicats professionnels. (*Rendu applicable au Togo par arrêté du 22 novembre 1944*). 546
- 2 novembre — N° 2978 C.M./1 — Arrêté général relatif au recensement et à la révision des jeunes gens de statut français appartenant à la classe 1946. 546
- 7 novembre — N° 2997 SE. — Arrêté général complétant l'arrêté N° 3830 SE. du 5 novembre 1943 fixant le régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire et domestique. 547
- 10 novembre — N° 3025 DT. — Arrêté général fixant les surtaxes avion dans les relations postales entre l'A.O.F. et la France 548

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1944

- 10 novembre — N° 560 AE./3. — Arrêté portant fixation du prix de vente des hydrocarbures 548
- 14 novembre — N° 562 AE. — Arrêté réglementant la sortie du maïs dans la subdivision d'Atakpamé 548
- 16 novembre — N° 565 AE./1. — Arrêté fixant les prix d'achat du caoutchouc pour la campagne 1944-1945 549
- 21 novembre — N° 578 SE. — Arrêté déclarant infectés de péripneumonie les locaux, enclos et pâturages de la subdivision de Lomé où se trouve le troupeau de ravitaillement en provenance du Niger 549

21 novembre	—	N° 581 AE. — Arrêté portant ouverture de la campagne de café 1944-45 et en fixant les prix.	549
22 novembre	—	N° 582 AE. — Arrêté fixant les prix d'achat de coprah pour la campagne 1944-1945	550
22 novembre	—	N° 584 APA. — Arrêté étendant au Territoire du Togo les dispositions de l'arrêté général N° 2.600 AP. du 16 septembre 1944 fixant les conditions d'application de l'article 5 du décret du 7 août 1944 sur les syndicats professionnels	550
Additif au Règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du Territoire du Togo			550
Personnel			550
Divers			552

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1944

26 août	—	Décret portant fixation à titre provisoire, du régime des fonctionnaires, des agents et des employés appelés à servir en France (à l'exception du département de la Corse)	554
---------	---	--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis relatif à la clôture de l'exercice 1944 du budget colonial au Togo	556
Avis d'ouverture de succession	556
Domaines	556
Nécrologie	556

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnel

Infirmières et sages-femmes coloniales

N° 567 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

17 novembre 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 22 août 1944 portant réorganisation du cadre des infirmières et sages-femmes coloniales.

Le Président du Gouvernement Provisoire de la République française :

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu le décret du 3 juillet 1897 et tous les actes subséquents sur les indemnités de route et de séjour, et les concessions de passages accordées au personnel des services coloniaux et locaux;

Vu la loi de finances du 22 avril 1905;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 sur la caisse intercoloniale des retraites;

Vu la circulaire ministérielle du 25 février 1909 sur le conseil d'enquête;

Vu le décret du 19 novembre 1937 portant création d'un corps d'infirmières et sages-femmes coloniales, ensemble les textes modificatifs;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le décret du 18 août 1944 relatif à l'exercice de la Présidence du Gouvernement provisoire de la République française, pendant l'absence du général de Gaulle;

DECRETE :

TITRE PREMIER

Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — Il est créé pour l'ensemble des territoires coloniaux et de protectorat relevant de l'autorité du commissaire aux colonies, un cadre général d'infirmières et de sages-femmes coloniales.

Les infirmières peuvent être utilisées dans les hôpitaux du service général et de l'assistance médicale indigène, dans les services d'hygiène et de médecine préventive dans les dispensaires, dans les équipes mobiles de prophylaxie et de médecine sociale.

Aux sages-femmes sont réservés en principe les maternités et les services de protection de la mère et de l'enfant. Elles peuvent cependant, par nécessité de service, être chargées d'un emploi d'infirmière.

ART. 2. — La hiérarchie et le traitement des infirmières et sages-femmes coloniales sont fixés ainsi qu'il suit :

GRADES ET CLASSES	SOLDES
Infirmières ou sages-femmes :	
Hors-classe	36.000
Infirmières ou sages-femmes Pples :	
1 ^{re} classe	33.000
2 ^e classe	31.000
3 ^e classe	28.000
4 ^e classe	26.000
Infirmières ou sages-femmes :	
1 ^{re} classe	24.000
2 ^e classe	22.000
3 ^e classe	21.000
4 ^e classe	19.500
5 ^e classe et 5 ^e classe stagiaire	18.500

En outre les infirmières et sages-femmes coloniales reçoivent un supplément colonial dont la quotité et les conditions d'attribution sont fixées par le règlement général sur la solde et les accessoires de solde/du personnel colonial. Elles reçoivent également les indemnités diverses prévues pour les fonctionnaires des cadres généraux de même échelon de solde.

ART. 3. — Les infirmières et sages-femmes coloniales sont assimilées au point de vue des indemnités de déplacement et de transport à des agents classés dans la troisième catégorie du tableau n° 2 annexé au décret du 3 juillet 1897 et les infirmières ou sages-femmes principales et hors classe, à des agents classés dans la 2^e catégorie dudit tableau.

Elles sont soumises, en ce qui concerne l'attribution de ces concessions, aux dispositions dudit décret, ainsi qu'aux actes qui l'ont modifié et qui ont été rendus pour son application.

ART. 4. — L'effectif des infirmières et sages-femmes coloniales est fixé à 300. Il pourra varier suivant le développement des services sanitaires dans les colonies et sera déterminé chaque année par le commissaire aux colonies, sur la proposition du directeur du service de santé colonial.

Le recrutement se fait dans la proportion de 2/3 d'infirmières et de 1/3 de sages-femmes.

La répartition des grades est fixée comme suit :

Infirmières et sages-femmes hors classe . . .	5%
Infirmières et sages-femmes principales . . .	45%
Infirmières et sages-femmes	50%

TITRE II

Recrutement et avancement

ART. 5. — Nulle ne peut être admise dans le cadre des infirmières et des sages-femmes coloniales si elle ne réunit les conditions suivantes :

1^o — être de nationalité française ou naturalisée depuis plus de dix ans.

2^o — être âgée de vingt et un ans au moins et de trente ans au plus.

3^o — être de bonnes vie et mœurs.

4^o — répondre aux conditions d'aptitude physique exigées par l'instruction sur les conditions d'aptitude physique au service colonial du 30 juillet 1929.

5^o — être munie du diplôme d'état de sage-femme ou du diplôme d'état d'infirmière sanitaire coloniale.

Les postulantes doivent en conséquence produire les pièces suivantes :

1^o — une demande adressée au commissaire aux colonies,

2^o — une expédition en due forme de leur acte de naissance,

3^o — l'original (ou la copie certifiée conforme par le maire ou le commissaire de police de leur résidence) des diplômes d'état et des titres accessoires ou des certificats de services accomplis, qu'elles peuvent posséder et qui permettent d'apprécier leurs aptitudes spéciales,

4^o — un certificat de bonnes vie et mœurs ainsi qu'un extrait de casier judiciaire dûment légalisés; ces pièces doivent avoir moins de trois mois de date,

5^o — un certificat de visite et de contre-visite délivré par deux médecins militaires constatant l'aptitude physique au service colonial actif et complété par une attestation d'un médecin physiologue assermenté concluant à l'absence de toute affection tuberculeuse.

ART. 6. — Les infirmières et sages-femmes coloniales sont nommées par arrêté ministériel.

ART. 7. — Les infirmières et sages-femmes coloniales doivent accomplir une année de stage à l'expiration de laquelle elles sont, sur rapport motivé du gouverneur et après avis du directeur général de la santé publique dans un groupe de colonies, du directeur local de la santé publique dans les colonies autonomes, titularisées ou licenciées ou admises à une nouvelle période de stage de 6 mois à la suite de laquelle elles sont dans la même forme que ci-dessus, titularisées ou licenciées.

Le licenciement peut intervenir en cours de stage pour mauvaise conduite ou inaptitude physique notoire. S'il a pour cause l'incapacité physique constatée par

le conseil de santé il pourra être accordé à l'intéressée une indemnité de licenciement dans les conditions prévues par les règlements sur la solde.

ART. 8. — La durée du stage compte pour l'avancement jusqu'à concurrence d'une année. Elle est admissible dans le décompte des droits à pension sous réserve du versement ultérieur des arrérages de retenues sur la solde correspondant à la période de stage.

ART. 9. — L'avancement en grade et en classe a lieu exclusivement au choix et ne peut être accordé qu'aux infirmières et aux sages-femmes figurant sur un tableau établi par une commission spéciale de classement siégeant au commissariat aux colonies, dont la composition est réglée par l'article 10 ci-après.

L'avancement de classe a lieu d'une classe à la classe immédiatement supérieure.

L'avancement de grade a lieu de la 1^{re} classe du grade à la dernière classe du grade immédiatement supérieur.

Les nominations sont faites dans l'ordre du tableau.

ART. 10. — La commission de classement est nommée par le commissaire aux colonies. Elle est composée comme suit :

Le directeur du service de santé colonial au commissariat aux colonies ou son représentant, *président*.

Un représentant de la direction du personnel au commissariat aux colonies.

Un inspecteur des colonies, représentant du contrôle.

Un des médecins, chefs de section à la direction du service de santé colonial.

Deux infirmières ou sages-femmes choisies parmi les plus élevées en grade de celles qui sont présentes dans la métropole.

Le médecin adjoint au médecin chef de la 1^{re} section est attaché à la commission en qualité de secrétaire.

Les infirmières ou sages-femmes ne prennent pas part aux délibérations concernant les candidates d'une classe ou d'un grade égal ou supérieur à leur classe ou à leur grade.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

ART. 11. — La commission établit chaque année, dans le courant de décembre le tableau d'avancement de l'année suivante.

ART. 12. — Pour être inscrites au tableau, les infirmières et sages-femmes coloniales doivent être proposées par le gouverneur général ou le gouverneur de la colonie dans laquelle elles sont en service et avoir, au 1^{er} janvier qui suit la date de la réunion de la commission pour un tableau, deux années d'ancienneté dans leur classe, dont dix-huit mois au moins de services effectifs aux colonies.

TITRE III

Discipline

ART. 13. — Les peines disciplinaires applicables au personnel du cadre général des infirmières et sages-femmes sont :

1^o — le blâme avec inscription au dossier,

2^o — le déplacement d'office,

3^o — la radiation du tableau d'avancement ou l'inaptitude à l'avancement pendant un temps déterminé,

4^o — la rétrogradation,

5^o — la révocation.

ART. 14. — Le blâme avec inscription au dossier ou le déplacement d'office sont infligés par le gouverneur général ou le gouverneur sur la proposition du chef hiérarchique de l'infirmière ou de la sage-femme. Avis en est donné au département et mention en est faite dans tous les cas, au carnet de notes de l'intéressée.

La radiation du tableau d'avancement ou l'inaptitude pendant un temps déterminé sont prononcées par le commissaire aux colonies sur la proposition du gouverneur général ou du gouverneur après avis de la commission d'enquête prévue à l'article 15.

La rétrogradation et la révocation sont prononcées par arrêté ministériel. Ces décisions sont prises, après avis de la commission d'enquête précitée, sur le rapport motivé du gouverneur général ou du gouverneur.

ART. 15. — La commission d'enquête mentionnée ci-dessus est composée ainsi qu'il suit :

Président : Administrateur en chef, inspecteur des affaires administratives ou à défaut, un fonctionnaire de grade élevé désigné par le gouverneur.

Membres : Deux fonctionnaires dont au moins un médecin, désignés par le gouverneur de la colonie.

Deux infirmières plus anciennes de grade ou de classe que l'intéressée ou à défaut deux fonctionnaires de même assimilation.

ART. 16. — L'application de toute mesure disciplinaire reste soumise aux dispositions de l'article 65 de la loi de finances du 22 avril 1905, relatif à la communication du dossier.

TITRE IV

Dispositions diverses

ART. 17. — Les infirmières et sages-femmes sont notées en fin de semestre et en cas de mutation, par le médecin chef de la formation sanitaire ou le médecin chef du service auquel elles sont affectées.

Au second degré elles sont notées par le directeur local de la santé publique et les notes sont transmises lorsque les colonies forment un groupe au directeur général de la santé publique du groupe.

Copie des notes périodiques est adressée au département pour être conservées dans le dossier de l'intéressée.

Les propositions de récompenses honorifiques sont établies et transmises au commissaire aux colonies par les directeurs généraux ou locaux de la santé publique sous le couvert des gouverneurs généraux ou gouverneurs des colonies.

ART. 18. — Toutes les infirmières et sages-femmes quels que soient leur emploi et leur spécialité peuvent être appelées à participer à un service de garde en dehors des heures normales de service de jour et pendant la nuit.

Les infirmières et sages-femmes coloniales sont logées à la colonie par les soins de l'administration moyennant un tarif de remboursement égal à celui des fonctionnaires des cadres généraux de même échelon de solde. Elles prennent leur nourriture en ville.

Pendant les heures de garde par roulement dans une formation sanitaire elles sont au contraire nourries, logées dans l'établissement sans remboursement.

Si une sage-femme ou une infirmière seule assure une garde permanente dans une formation sanitaire ou une maternité, la nourriture et le logement lui sont fournis d'une façon également permanente sans remboursement.

Dans les localités où l'administration ne pourra assurer leur logement dans les conditions prévues ci-dessus, elles pourront être autorisées à loger dans la formation sanitaire moyennant remboursement d'un tarif fixé par arrêté local. Elles pourront aussi exceptionnellement être autorisées, dans les mêmes conditions, à prendre leurs repas dans la formation.

ART. 19. — Les infirmières ou sages-femmes coloniales sont traitées à titre gratuit dans les formations sanitaires quelle que soit l'origine de la maladie.

ART. 20. — Le cumul de la fonction d'infirmière ou de sage-femme coloniale avec un emploi rémunéré est interdit.

TITRE V

Dispositions diverses

ART. 21. — Le personnel organisé par le présent décret sera soumis au point de vue pensions aux dispositions du décret du 1^{er} novembre 1928 portant organisation de la caisse intercoloniale de retraites.

ART. 22. — Toutes dispositions antérieures ou contraires au présent décret, notamment celles du décret du 19 novembre 1937, sont et demeurent abrogées.

ART. 23. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 22 août 1944.

Henri QUEUILLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Règlementation de la chasse

Pointes d'éléphants

N° 568 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

17 novembre 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 22 août 1944 qui complète l'article 41 du décret du 13 octobre 1936, réglementant l'exercice de la chasse dans les colonies (cession amiable de pointes d'éléphant aux écoles artisanales et aux indigènes ivoiriers patentés).

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le décret du 13 juillet 1943 fixant les attributions du Commissaire aux colonies;

Vu le décret du 13 octobre 1936 réglementant la chasse dans les colonies, ensemble les décrets des 21 juin 1939 et 5 juillet 1941;

Vu le décret du 27 mars 1944 réglementant la chasse en A.E.F. et abrogeant les décrets des 13 octobre 1936 et 21 juin 1939 susvisés;

Vu le décret du 18 août 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du Général de Gaulle;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 5 juillet 1941 modifiant l'article 46 du décret du 13 octobre 1936 est abrogé.

ART. 2. — L'article 41 du décret susvisé du 13 octobre 1936 est complété comme suit :

« Dans le but d'assurer la formation des artisans et leur approvisionnement en matière première, des arrêtés des chefs de colonie et territoire sous mandat pourront autoriser au profit exclusif des écoles artisanales et des ivoiriers indigènes patentés, la cession amiable de pointes d'éléphants pesant de 5 à 15 kgs. à un prix qui ne pourra être inférieur à la valeur mercatoriale de ce produit.

« Des arrêtés détermineront le maximum des quantités cessibles annuellement à chacun des bénéficiaires.

« Les pointes ainsi vendues devront obligatoirement être transformées par les acquéreurs en ivoire travaillé ».

ART. 3. — Le premier alinéa de l'article 74 du décret du 27 mars 1944 réglementant la chasse en A.E.F. est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« Dans le but d'assurer l'approvisionnement de l'artisanat local en matière première des arrêtés du gouverneur général pourront autoriser, au profit exclusif des ivoiriers indigènes patentés, la cession amiable de pointes d'éléphants jusqu'à 15 kgs., à un prix qui ne pourra être inférieur à la valeur mercatoriale de ce produit ».

ART. 4. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 22 août 1944.

Henri QUEUILLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

**Cumul de retraites, de rémunérations
et de fonctions**

N° 569 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

17 novembre 1944. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 25 août 1944 qui modifie et complète le décret du 29 octobre 1936, relatif aux cumuls de retraites, de rémunérations et de fonctions.

**LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE :**

Sur le rapport du commissaire aux finances ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944 ;

Vu le décret interministériel du 29 octobre 1936, pris en exécution de la loi du 20 juin 1936, relatif au cumul de retraites, de rémunérations et de fonctions ; ensemble les divers textes modificatifs ;

Vu l'ordonnance du 16 mars 1943 portant relèvement de la limite supérieure du cumul d'une pension et d'un traitement ;

Vu le décret du 18 août 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle ;

Le Comité juridique entendu ;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 9 du décret du 29 octobre 1936 relatif au cumul de retraites, de rémunérations et de fonctions est modifié ainsi qu'il suit :

« Sous réserve des dispositions des articles 10 et 11 ci-après, la rémunération totale effectivement perçue par un fonctionnaire, agent ou ouvrier des collectivités visées à l'article 1^{er} ne pourra dépasser, à titre de cumul de rémunérations publiques, le montant global du traitement budgétaire ou réglementaire accru, le cas échéant, de l'indemnité complémentaire ou de tout autre supplément provisoire de traitement, ainsi que de tous suppléments ayant le caractère de traitement dont la liste sera fixée par arrêté du commissaire aux finances et des commissaires intéressés, majoré de 50%.

« Toutefois, lorsque ce montant global restera inférieur à 60.000 francs, la majoration pourra dépasser 50% sans excéder un maximum de 30.000 francs.

« En aucun cas, cette rémunération totale ne pourra dépasser le montant global des émoluments du vice-président du conseil d'Etat — ou jusqu'à la libération du territoire métropolitain, du président du comité juridique — augmentés de la majoration ci-dessus.

« N'entrent pas en compte dans le calcul de la rémunération :

« Les indemnités telles que l'indemnité de résidence familiale ou toute autre indemnité de résidence.

« Le supplément familial de traitement ou sur-salaire familial.

« Les avantages prévus par le décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française dit code de la famille ou les indemnités ou allocations pour charges de famille prévues par les régimes locaux ».

(Le reste sans changement).

ART. 2. — L'article 10 du décret du 29 octobre 1936 est modifié ainsi qu'il suit :

« Pour le calcul de la majoration de 50% il pourra être fictivement ajouté au traitement de certaines catégories de fonctionnaires une somme fixée forfaitairement selon l'importance respective des postes et le montant des indemnités habituellement perçues. Ces catégories, ainsi que le montant du forfait, seront déterminées par arrêté du commissaire aux finances et des commissaires intéressés ».

ART. 3. — Les collectivités visées à l'article 1^{er} du décret du 29 octobre 1936 sont autorisées, jusqu'à une date qui sera fixée par décret, ultérieurement à la cessation des hostilités, à faire appel, nonobstant toutes dispositions contraires, au concours d'anciens fonctionnaires civils ou militaires titulaires de pensions.

ART. 4. — Toutes dispositions législatives ou réglementaires concernant le cumul d'une pension fondée sur la durée des services avec un traitement ou une solde d'activité sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les titulaires de pensions de veuves, de pensions mixtes attribuées en vertu de l'article 59 de la loi du 31 mars 1919 ou de pensions proportionnelles de sous-officiers peuvent cumuler intégralement le montant de leurs pensions avec celui des émoluments correspondants à l'emploi qui leur est confié.

« Les pensions autres que celles visées à l'alinéa précédent se cumulent avec un traitement ou une solde dans la limite, soit du dernier traitement de la dernière

solde d'activité, soit du traitement ou de la solde afférent au nouvel emploi si cette rémunération excède le dernier traitement, ou la dernière solde d'activité, sans que l'option entre ces deux termes puisse avoir pour effet l'octroi d'une rémunération supérieure au traitement ou à la solde afférent à l'emploi occupé.

« Aucune restriction n'est apportée au cumul lorsque le total de la pension en principal et du traitement ou de la solde retenue comme terme de comparaison n'excède pas 60.000 frs. par an ».

ART. 5. — Les articles 23 et 24 du décret du 29 octobre 1936 sont abrogés.

L'article 24 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il ne pourra être dérogé à titre exceptionnel aux règles ci-dessus énoncées qu'en vertu d'un décret pris sur la proposition du commissaire intéressé et du commissaire aux finances lorsque la dérogation s'appliquera à l'ensemble d'une catégorie de personnes et d'un arrêté motivé du commissaire intéressé et du commissaire aux finances lorsque la dérogation aura un caractère individuel.

« L'acte autorisant cette dérogation devra obligatoirement en préciser la durée qui ne pourra, en aucun cas, dépasser trois ans, sauf renouvellement dans les mêmes formes ».

ART. 6. — La pension du fonctionnaire occupant simultanément deux emplois publics comportant des limites d'âge différentes et mis à la retraite au titre de l'un d'entre eux est liquidée sur la base du traitement afférent à cet emploi.

Par dérogation aux dispositions de l'article 16 du décret du 29 octobre 1936, l'intéressé peut demeurer en fonction dans son second emploi jusqu'à la limite d'âge y afférente et cumuler sa pension avec la rémunération attachée à celui-ci dans la limite soit du traitement qu'il percevait en dernier lieu dans l'emploi au titre duquel il a été retraité, soit du traitement afférent à l'emploi qu'il continue d'occuper.

ART. 7. — Les fonctionnaires civils ou militaires qui ont été mis à la retraite parce qu'ils ont atteint la limite d'âge et, qui occupent un nouvel emploi ne peuvent acquérir de nouveaux droits à pension.

Ceux des fonctionnaires dont la mise à la retraite n'a pas été prononcée par limite d'âge ont la possibilité, lorsqu'ils sont nommés à un nouvel emploi, de renoncer à la faculté de cumuler leur pension avec leur traitement d'activité, en vue d'acquérir de nouveaux droits à pension au titre du dit emploi.

La renonciation doit être expresse et formulée dans les trois mois de la notification aux intéressés de leur remise en activité. A défaut de renonciation ainsi exprimée, la faculté de cumul emporte affranchissement des retenues.

Les dispositions des alinéas qui précèdent auront, en tant que de besoin, valeur interprétative.

ART. 8. — Les retraités déjà pourvus d'un emploi lors de la publication de la présente ordonnance, pourront, nonobstant les dispositions qui précèdent, continuer à bénéficier jusqu'au 30 septembre 1944, même si leur droit à pension s'est ouvert par application des limites d'âge, de toute réglementation plus avantageuse qui leur était applicable.

ART. 9. — Sont abrogées toutes dispositions légales, réglementaires ou statutaires contraires aux dispositions de la présente ordonnance.

ART. 10. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi. Elle sera applicable avec effet du 1^{er} juin 1944 sur tous les territoires placés, à la date de sa publication, sous l'autorité du Gouvernement provisoire de la République française.

Alger, le 25 août 1944.

Henri QUEUILLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire d'Etat,
CATROUX,

Le Commissaire d'Etat,
Commissaire aux Communications
et à la Marine marchande p. i.,
Henri QUEUILLE.

Le Commissaire d'Etat,
Commissaire délégué à l'Administration
des Territoires métropolitains libérés p. i.,
A. PHILIP.

Le Commissaire d'Etat,
François BILLOUX.

Le Commissaire à la Justice,
François DE MENTHON.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,
MASSIGLI.

Le Commissaire à l'Intérieur,
Emmanuel D'ASTIER.

Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDES-FRANCE.

Le Commissaire au Ravitaillement et à la Production,
P. GIACOBBI.

Le Commissaire à l'Education nationale
et à la Jeunesse,
René CAPITANT.

Le Commissaire aux Affaires sociales,
A. TIXIER.

Le commissaire aux colonies,
R. PLEVEN.

Le Commissaire à la Guerre,
André DIETHELM.

Le Commissaire à l'Information,
H. BONNET.

Le Commissaire à l'Air,
Fernand GRENIER.

Le Commissaire aux Prisonniers,
Déportés et Réfugiés,
Henri FRENAY.

Le Commissaire à la Marine,
Louis JACQUINOT.

Régime financier des colonies

N° 570 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

17 novembre 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 26 août 1944 modifiant le décret du 30 décembre 1912 fixant le régime financier des colonies.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du commissaire aux finances et du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le décret du 30 décembre 1912 fixant le régime financier des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 18 août 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française, pendant l'absence du général de Gaulle;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles ci-après du décret du 30 décembre 1912, tels qu'ils résultent du texte primitif ou des textes qui l'ont ultérieurement modifié, sont modifiés comme suit :

« Article 64. — Sont considérés comme appartenant à un exercice déterminé les droits acquis et les services faits du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice.

Ces dates peuvent être modifiées par décret contresigné par le ministre des colonies pour les services et établissements jouissant de l'autonomie financière et dont les opérations s'exécutent selon un cycle différent de celui de l'année civile ».

« Article 67. — La clôture de l'exercice est fixée, pour les recettes et les dépenses qui se perçoivent et qui s'acquittent, pour le compte des budgets généraux, locaux et annexes :

1^o — au 20 mai de la seconde année, pour compléter les opérations relatives à la liquidation et au mandatement des dépenses;

2^o — au 31 mai de la seconde année, pour compléter les opérations relatives au recouvrement des produits et au paiement des dépenses.

Dans le cas des services ou établissements jouissant d'une autonomie financière et pour lesquels les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice auraient été modifiées dans les conditions prévues à l'article 64 ci-dessus, les délais complémentaires seront également modifiés et fixés dans les mêmes conditions ».

« Article 87. — Les colonies non groupées ou les groupes de colonies constitués en Gouvernements Généraux peuvent recourir à des emprunts. Les emprunts sont décidés, délibérés et approuvés dans les mêmes conditions que le budget. Ils sont en outre approuvés par une loi si la garantie de l'Etat est demandée ou si un emprunt antérieur a déjà été garanti par l'Etat.

Sont assimilés à des emprunts les engagements d'une durée de plus de cinq ans comportant le paiement d'annuités d'un montant supérieur au vingtième de la moyenne des recettes ordinaires du budget constatées au cours des trois dernières années.

En ce qui concerne les engagements contractés en monnaie locale, le montant en francs des annuités susvisées doit être évalué en prenant comme taux de conversion le taux employé lors de l'établissement du dernier budget de la colonie intéressée ».

Ces emprunts peuvent être réalisés, soit avec publicité et concurrence, soit de gré à gré, soit par souscription publique avec faculté d'émettre des obligations négociables, soit directement auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse, par extension de l'article 22 de la loi du 20 juillet 1886, aux conditions de ces établissements ».

« Article 99. — L'organisation administrative des services financiers est arrêtée par le Gouverneur, ou, dans les colonies groupées, par le Gouverneur Général en tout ce qui n'est pas prévu par les présentes dispositions ».

Article 105. — Quand les circonstances l'exigent les gouverneurs et les gouverneurs généraux peuvent instituer par arrêté des sous-ordonnateurs. Les arrêtés d'institution déterminent les attributions spéciales et le ressort territorial de chaque sous-ordonnateur; ils désignent le comptable du trésor chargé du paiement des mandats émis par le sous-ordonnateur.

Les crédits sous-délégués sont notifiés par le trésorier payeur au comptable ainsi désigné ».

Les fonctions de sous-ordonnateur peuvent être confiées au titulaire d'une fonction déterminée ».

« Article 124. — Les fonctions de receveur des communes d'hospices et d'établissement de bienfaisance sont de droit réunies à celle de préposé du Trésor ou de percepteur. Dans les colonies autres que les Antilles et la Réunion et pour les communes où il n'existe pas de préposé du Trésor, les fonctions de receveur pourront être confiées provisoirement aux agents intermédiaires dits agents spéciaux en attendant la création de postes de préposé du Trésor.

Les percepteurs sont assujettis, pour chacune des comptabilités spéciales dont ils sont chargés, à des cautionnements particuliers dont le montant est fixé par le Gouverneur sur la proposition du trésorier-payeur de la colonie.

Les cautionnements auxquels les préposés du Trésor sont assujettis, conformément à l'article 117 du présent décret, sont affectés à la garantie du Trésor des communes ou établissements proportionnellement au montant des émoluments nets payés par chacun d'eux.

Les cautionnements sont, en outre, solidairement affectés aux diverses gestions dont un même comptable se trouve cumulativement chargé ».

« Articles 126, 127 et 128. — Les articles 126, 127 et 128 sont abrogés ».

« Article 149. — Quand les besoins du Service l'exigent les Gouverneurs peuvent instituer des services de menues dépenses régis par économie, sous le contrôle de l'administration.

« Les régisseurs de ces services peuvent recevoir, sur mandat de l'ordonnateur du service local, des avances dont le maximum est fixé dans chaque cas par l'arrêté d'institution. Les régisseurs doivent produire au comptable du Trésor, dans le délai d'un mois, les quittances des créanciers réels. Ce délai peut être élevé, sur l'avis conforme du comptable du Trésor, jusqu'à trois mois au maximum, dans les cas exceptionnels où l'éloignement et la difficulté des communications justifieraient cette mesure.

« Il ne peut être fait de nouvelles avances avant l'entière justification des précédentes qu'autant que les sommes dont l'emploi resterait à justifier, réunies au montant de nouvelles avances, n'excéderaient pas le maximum fixé par arrêté ».

« Article 151. — Dans les localités éloignées de la résidence des comptables du Trésor, lorsque l'importance des opérations à effectuer ne justifie pas la création d'un poste de préposé du Trésor, les Gouverneurs peuvent instituer temporairement, et sous réserve de l'approbation ultérieure du ministre des colonies, des agents intermédiaires, dits agents spéciaux, chargés du recouvrement des impôts, revenus et produits locaux et du paiement des dépenses locales.

« Les arrêtés d'institution déterminent, pour chaque agence spéciale, le montant de la provision, le délai maximum imparti pour la production des pièces justificatives et la circonscription territoriale de l'agence ».

« Article 194. — Si le débiteur est un fonctionnaire, l'avis de dette est transmis par la voie hiérarchique et le recouvrement en est poursuivi à la diligence des liquidateurs ou ordonnateurs dans la forme prescrite par les règlements sur la solde.

La remise totale ou partielle de dette des fonctionnaires envers le service local est accordée par le gouverneur ou le gouverneur général selon que le recouvrement intéresse le budget d'une colonie ou celui d'un groupe de colonies. Si la dette excède 50.000 francs la remise doit être approuvée, soit par le gouverneur général s'il s'agit du budget d'une colonie appartenant à un groupe de colonies, soit par le ministre des colonies dans tout autre cas ».

« Article 199. — Il est procédé, pour les restes à recouvrer sur ordre de recette ou de reversement, comme il est indiqué à l'article 189 ci-dessus.

Les remises totales ou partielles de dette envers le service local, recouvrables sur ordre de recette ou de reversement peuvent être accordées à titre gracieux aux redevables autres que les fonctionnaires ou les comptables dans les conditions prévues à l'article 194 ci-dessus.

Les fournisseurs et entrepreneurs restent soumis aux dispositions spéciales qui régissent leurs rapports avec l'Etat ou avec la colonie ».

« Article 204. — L'article 204 est abrogé ».

« Article 206. — Les trésoriers-payeurs ne peuvent constater de dépenses dans leur comptabilité, pour le service local que sur mandats délivrés par les ordonnateurs, dans la limite des crédits régulièrement ouverts et du montant des fonds du service local, les provisions comprises ».

« Article 214. — L'article 214 est abrogé ».

« Article 419. — Les agents intermédiaires du service local (collecteurs de menues recettes, régisseurs de caisses d'avances, agents spéciaux) sont responsables des deniers publics déposés dans leur caisse.

En cas de vol ou de perte de fonds résultant de force majeure ils ne peuvent obtenir leur décharge qu'en produisant les justifications exigées par les règlements de leur service et en vertu d'un arrêté du gouverneur, ou du gouverneur général, dans les colonies groupées, si le déficit ne dépasse pas 50.000 francs et en vertu d'un arrêté du ministre des colonies si le déficit excède 50.000 francs ».

« Article 420. — Les remises totales ou partielles de débet sont accordées par arrêté du gouverneur ou du gouverneur général dans les colonies groupées, si le montant du débet ne dépasse pas 50.000 francs. Elles sont accordées par arrêté du ministre des colonies dans le cas contraire ».

ART. 2. — Les mesures qui, aux termes du décret du 30 décembre 1912 et des textes qui l'ont modifié ultérieurement, doivent être prises par le gouverneur en conseil sont décidées par le gouverneur en tout ce qui ne concerne pas l'arrêté des budgets locaux, les crédits supplémentaires, l'établissement de l'assiette, la quotité ou le mode de perception des impôts ou redevances de toute nature et dans les colonies autres que celles des Antilles et de la Réunion, la fixation des dépenses obligatoires des communes, l'arrêté des budgets et des comptes communaux ou de leurs modifications, l'autorisation des emprunts communaux.

ART. 3. — Le Commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Alger, le 26 août 1944.

Henri QUEUILLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Répression des crimes ou délits de guerre

N° 571 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

17 novembre 1944. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 28 août 1944 relative à la répression, par les tribunaux militaires français, des crimes ou délits de guerre commis, depuis l'ouverture des hostilités, par les nationaux ennemis ou agents non français au service des ennemis, en France ou dans un territoire relevant de l'autorité de la France.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu les dispositions du code pénal, du code d'instruction criminelle et des codes de justice militaire;

Vu la loi du 9 août 1849 relative à l'état de siège et les textes subséquents;

Vu la déclaration itérallée du 13 janvier 1942 relative à la répression des crimes de guerre;

Vu le décret du 18 août 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle;

Le Comité juridique entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont poursuivis devant les tribunaux militaires français et jugés conformément aux lois françaises en vigueur et aux dispositions de la présente ordonnance, les nationaux ennemis ou agents non français au service de l'administration ou des intérêts ennemis, coupables de crimes ou de délits commis depuis l'ouverture des hostilités soit en France ou dans un territoire relevant de l'autorité de la France, soit à l'encontre d'un national ou d'un protégé français, d'un militaire servant ou ayant servi sous le drapeau français, d'un apatride résidant sur le territoire français avant le 17 juin 1940 ou d'un réfugié sur un territoire français, soit au préjudice des biens de toutes les personnes physiques visées ci-dessus et de toutes les personnes morales françaises, lorsque ces infractions, même accomplies à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, ne sont pas justifiées par les lois et coutumes de la guerre.

Sont notamment poursuivies conformément aux dispositions ci-dessus, lorsqu'elles ont été commises dans les circonstances prévues par l'alinéa 1^{er} du présent article, les infractions prévues et punies par les articles 92, 132, 265 et suivants, 295, 296, 301, 302, 303, 304, 309 à 317, 332, 334, 341, 342, 343, 344, 379, 400, 434 à 459 du code pénal et les articles 214, 216, 221 et suivants du code de justice militaire.

ART. 2. — Par interprétation des dispositions du code pénal et du code de justice militaire, sont considérés comme :

1^o — le recrutement illégal de la force armée prévue par l'article 92 du code pénal : tout enrôlement par l'ennemi ou ses agents;

2^o — l'association de malfaiteurs prévue par les articles 265 et suivant du code pénal : les organisations ou entreprises de terrorisme systématique;

3^o — l'empoisonnement prévu par l'article 301 du code pénal : toute exposition dans les chambres à gaz, tout empoisonnement des eaux ou denrées consommables, ainsi que tout dépôt, aspersion ou utilisation de substances nocives destinées à donner la mort;

4^o — l'assassinat prévu par l'article 296 du code pénal : la mise à mort par représailles;

5^o — la séquestration prévue par les articles 341, 342 et 343 du code pénal : le travail obligatoire des civils et la déportation sous quelque motif que ce soit, d'un individu détenu ou interné sans qu'une condamnation régulière au regard des lois et coutumes de la guerre ait été définitivement prononcée à son encontre.

6^o — la séquestration prévue par les alinéas 1 et 2 de l'article 344 du code pénal : l'emploi à des œuvres de guerre de prisonniers de guerre ou de civils requis;

7^o — la séquestration prévue par le dernier alinéa de l'article 344 du code pénal : l'emploi de prisonniers de guerre ou de civils à des fins de protection de l'ennemi;

8^o — le pillage prévu par les articles 221 et suivants du code de justice militaire : l'imposition d'amendes collectives, les réquisitions abusives ou illégales, les confiscations ou spoliations, l'import ou l'exportation, hors du territoire français par tous moyens des biens de toute nature, y compris les valeurs mobilières et la monnaie.

ART. 3. — Les lois, décrets ou règlements émanant de l'autorité ennemie, les ordres ou autorisations donnés par cette autorité ou par les autorités qui en dépendent ou qui en ont dépendu, ne peuvent être invoqués comme faits justificatifs au sens de l'article 327 du code pénal, mais seulement, s'il y a lieu, comme circonstances atténuantes ou comme excuses absolutoires.

ART. 4. — Lorsqu'un subordonné est poursuivi comme auteur principal d'un crime de guerre et que ses supérieurs hiérarchiques ne peuvent être recherchés comme co-auteurs, ils sont considérés comme complices dans la mesure où ils ont organisé ou toléré les agissements criminels de leurs subordonnés.

ART. 5. — Pour le jugement des crimes de guerre, le tribunal militaire est composé comme il est dit au code de justice militaire. Les juges militaires doivent être en majorité choisis parmi les officiers, sous-officiers et hommes de troupe appartenant ou ayant appartenu aux forces françaises de l'intérieur ou à une organisation de résistance.

ART. 6. — La présente ordonnance est applicable à l'Algérie et aux colonies. Elle sera publiée au *Journal officiel* de la République française, et exécutée comme loi.

Alger, le 28 août 1944.
Henri QUEUILLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire d'Etat,
A. PHILIP.

Le Commissaire aux Affaires étrangères p. i.,
CATROUX.

Le Commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés,
FRENAY.

Le Commissaire à la Justice,
François DE MENTHON.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Le Commissaire à la Guerre p. i.,
Fernand GRENIER.

**Personnel auxiliaire des câbles sous-marins
et de la T. S. F.**

N^o 572 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

17 novembre 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 28 août 1944 qui stipule que la rétribution et les avantages divers des personnels auxiliaires des câbles sous-marins et des stations intercoloniales de T. S. F. sont fixés par les Gouverneurs généraux ou les Gouverneurs par assimilation avec ceux du personnel analogue des administrations locales des colonies dans lesquelles ces personnels auxiliaires sont appelés à fournir leurs services.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du Commissaire aux Communications et à la Marine Marchande et du Commissaire aux Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le décret du 14 août 1938 modifiant les conditions de rétribution du personnel indigène des services des câbles sous-marins de l'Ouest et de l'Est africain;

Vu le décret du 11 mai 1944 portant organisation et fixant le mode de fonctionnement des stations de câbles sous-marins et des stations intercoloniales de T.S.F.;

Vu le décret du 18 août 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La rétribution et les avantages divers des personnels auxiliaires des câbles sous-marins et des stations intercoloniales de T. S. F. sont fixés par assimilation avec ceux du personnel analogue des administrations locales des colonies dans lesquelles ces personnels auxiliaires sont appelés à fournir leurs services.

ART. 2. — Les Gouverneurs généraux et Gouverneurs Chefs de territoires sont autorisés à fixer par arrêté les modalités d'application de l'article premier.

ART. 3. — A titre transitoire, les rémunérations totales actuelles (toutes indemnités comprises) seront maintenues dans tous les cas où l'application des dispositions des articles 1 et 2 ci-dessus, pourrait avoir pour effet de les diminuer.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret prendront effet du 1^{er} janvier 1944.

ART. 5. — Le Commissaire aux Communications et à la Marine Marchande, le Commissaire aux Colonies et le Commissaire aux Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 28 août 1944.
Henri QUEUILLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

*Le Commissaire aux Communications
et à la Marine marchande,*
René MAYER.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVEN.

Le Commissaire aux Finances,
Pierre MENDÈS-FRANCE.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Syndicats professionnels

ARRETE N° 2.600 AP. du 16 septembre 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F., modifié par le décret du 4 décembre 1920 et tous actes subséquents;

Vu le décret du 7 août 1944 instituant des syndicats professionnels en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun, au Togo et en Côte française des Somalis;

Sous réserve de ratification en conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'attestation de connaissances équivalentes à celles du certificat d'études primaires élémentaires à accorder aux membres des syndicats professionnels visés à l'article 5 du décret du 7 août 1944 portant institution des dits syndicats en Afrique Occidentale Française, sera délivrée par le Commandant de cercle ou son délégué, ou par le Chef de la subdivision du lieu de la résidence de l'intéressé, après justification par deux témoins de l'identité du candidat.

ART. 2. — Nul sujet ou protégé français ne peut être chargé de l'administration ou de la direction d'un syndicat professionnel s'il a été frappé d'une des condamnations énumérées ci-après, et ce, quelle que soit la juridiction française ou indigène qui aura prononcé la condamnation :

1^o — Condamnation pour fait qualifié crime par le code pénal ou pour faits déferés au Tribunal criminel, conformément à l'article 46 du décret du 3 décembre 1931, réorganisant la Justice indigène en Afrique Occidentale Française, quelle que soit la peine prononcée;

2^o — Condamnation pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise par les dépositaires de deniers publics, quelle que soit la peine prononcée;

3^o — Condamnation à plus d'un mois d'emprisonnement pour rébellion, outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique;

4^o — Toutes autres condamnations qui, si elles avaient été prononcées contre des citoyens français, auraient entraîné ou pu entraîner tout ou partie des incapacités prévues à l'article 42 du Code pénal métropolitain.

ART. 3. — Sont abrogés les arrêtés généraux des 23 juillet et 26 août 1937 fixant les conditions d'application des articles 6 et 3 du décret du 11-mars 1937 sur les syndicats professionnels.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 16 septembre 1944.
P. COURNARIE.

*Voir arrêté local n° 584 APA. du 22 novembre 1944
inséré dans présent numéro.*

Recensement — Révision

ARRETE N° 2978/C.M.I. du 2 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu la loi du 19 octobre 1915 et le décret du 28 octobre 1915, soumettant aux obligations militaires les originaires des Communes de plein exercice du Sénégal;

Vu la loi du 29 septembre 1916, étendant aux descendants des originaires des Communes de plein exercice du Sénégal les dispositions de la loi du 19 octobre 1915;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le Recrutement de l'Armée promulguée en A.O.F. par arrêté du 26 avril, temporairement modifiée par le décret du 8 décembre 1939 (J.O.A.O.F. du 24 février 1940);

Vu le décret « Colonies » du 5 novembre 1928 sur la Nationalité aux colonies, temporairement modifié par décret du 8 décembre 1939 (J.O.A.O.F. du 24 février 1940);

Vu la dépêche ministérielle « Guerre » N° 19.133-2/8 du 26 novembre 1928, relative aux opérations de recensement;

Vu l'arrêté interministériel du 19 janvier 1933 déterminant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'Armée et notamment celle de l'article 98 de cette loi, dans les colonies, pays de protectorat et territoires à mandat situés hors du bassin méditerranéen (J.O.A.O.F. du 25 février 1933);

Vu l'instruction « Guerre » du 4 décembre 1935 relative au Recrutement et à la Révision du contingent;

Sur la proposition du Général de Corps d'Armée Commandant Supérieur des Troupes de l'Afrique Occidentale Française;

ARRETE :

1^o — RECENSEMENT

ARTICLE PREMIER. — Dès la réception du présent arrêté, les maires ou administrateurs faisant fonction de maire procéderont au recensement des jeunes gens ayant la qualité de citoyens français, nés ou domiciliés dans leur commune, de la classe 1946 (nés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1926).

Les opérations de recensement devront se terminer :

a) pour les jeunes français européens et assimilés le 1^{er} janvier 1945;

b) pour les jeunes français autochtones le 1^{er} mars 1945.

*Etablissement des tableaux de recensement —
Transmission des dossiers — Notices individuelles*

Les tableaux de recensement seront établis d'après les règles fixées par l'instruction du 4 décembre 1935 (B.O.P.P. page 4.279).

Ces tableaux de recensement comprendront :

les jeunes gens nés entre le 1^{er} janvier 1926 et le 31 décembre 1926 y compris ceux visés par l'article 12 (2^e et 3^e alinéas) et par l'article 3 (paragraphe 2) de la loi du 31 mars 1928.

les jeunes gens visés par l'article 6 du décret du 8 décembre 1939.

les jeunes gens visés par l'article 13 de la loi qui sont devenus Français par voie de naturalisation et qui n'ont pas été recensés avec la classe 1945, ainsi que ceux qui deviendront Français avant le 1^{er} janvier 1945.

les omis des classes précédentes jusqu'à l'âge de 48 ans inclus.

les jeunes gens visés à l'article 13 de la loi qui deviendront Français entre le 1^{er} janvier 1945 et le 1^{er} mars 1945 seront sur leur demande et si le conseil de révision n'a pas terminé ses opérations dans leur canton, inscrits sur les tableaux de recensement.

ART. 2. — Pour le Sénégal et la Circonscription de Dakar, les maires et administrateurs adresseront respectivement au Gouverneur du Sénégal et au Gouverneur Administrateur de la Circonscription de Dakar :

1^o — le 5 janvier 1945, les notices individuelles des jeunes français européens et assimilés.

2^o — le 5 mars 1945, les notices individuelles des jeunes français autochtones.

Ces notices, complétées et signées des maires devront parvenir au Bureau de Recrutement respectivement :

1^{re} catégorie : le 10 janvier 1945;

2^e catégorie : le 10 mars 1945.

Les notices individuelles établies dans les autres colonies du Groupe ne seront transmises au Bureau de Recrutement de Dakar qu'avec le procès-verbal de la séance ordinaire de révision, dans les huit jours qui suivront la clôture de cette séance.

3^o — le 19 janvier 1945, au plus tard, les demandes et dossiers des jeunes gens ayant déclaré ou fait déclarer être atteints d'infirmité ou maladie pouvant les rendre impropres au service.

le 15 mars 1945, au plus tard, par les jeunes autochtones répondant aux mêmes conditions.

2^o — RÉVISION

ART. 3. — Les opérations de révision de la classe 1946 et des ajournés des classes 1943, 1944 et 1945 auront lieu dans toutes les Colonies du Groupe, entre :

1^o — le 1^{er} et le 15 février 1945 pour les jeunes français européens et assimilés.

2^o — le 1^{er} avril et le 1^{er} mai 1945 pour les jeunes français autochtones.

De plus il sera tenu dans chaque colonie du Groupe une séance de clôture le 20 février 1945 pour les jeunes gens visés au 1^o ci-dessus et le 15 mai 1945 pour ceux visés au 2^o.

ART. 4. — Les séances du conseil de révision se tiendront aux lieux ci-après :

1^o — pour la Circonscription de Dakar et le Sénégal : à Dakar, Saint-Louis, Thiès, Kaolack et Rufisque.

2^o — pour la Mauritanie : Saint-Louis.

3^o — pour le Soudan : Bamako.

4^o — pour la Guinée : Conakry.

5^o — pour la Côte d'Ivoire : Abidjan.

6^o — pour le Dahomey, le Togo et le Niger : Porto-Novo.

Le Gouverneur du Sénégal et le Gouverneur des Colonies Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, fixeront les dates de réunion des conseils de révision en accord avec le Général de Corps d'Armée Commandant Supérieur des Troupes de l'A.O.F. de telle façon que les Conseils de Révision de Dakar, Saint-Louis, Thiès, Kaolack et Rufisque aient lieu à des dates différentes.

ART. 5. — Les Gouverneurs, le Gouverneur des Colonies, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, le Commissaire de la République au Togo, le Général de Corps d'Armée Commandant Supérieur des Troupes de l'A.O.F., et le Directeur de la Sûreté Générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera et sera publié aux *Journaux officiels* de l'A.O.F. et du Togo.

Dakar, le 2 novembre 1944.

Pour le Gouverneur général en mission :
Le Gouverneur des Colonies,
Secrétaire général du Gouvernement général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,

Y. DIGO.

Articles textiles

ARRETE N° 2997 SE. du 7 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les décrets modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 3839/SE. du 5 novembre 1943 fixant le régime de vente des articles textiles à usage vestimentaire ou domestique;

Vu les arrêtés n° 650 du 29 février 1944 et n° 1031 du 6 avril 1944, complétant l'arrêté susvisé;

Vu l'arrêté n° 2481 du 31 août 1944 modifiant et complétant l'article 8 de l'arrêté 3839 du 5 novembre 1943;

Vu la lettre n° 3766/BE. du 17 octobre 1944 du Gouverneur des Colonies, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances; sous réserve d'approbation en Commission Permanente du Conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 12 de l'arrêté n° 3839/SE. du 5 novembre 1943 est complété comme suit :

En outre, ils pourront décider que les transferts résultant des ventes de commerçant à commerçant à l'intérieur d'un même secteur de répartition seront subordonnés à autorisation.

Ils pourront également lorsqu'ils l'estimeront utile pour favoriser le développement de la production, habiliter les autorités administratives compétentes à prescrire tous transferts d'articles textiles d'une maison de commerce à une autre, au prix du demi-gros.

L'autorité administrative qui aura accordé l'autorisation de transfert ou prescrit le transfert, notifiera à l'autorité administrative du lieu de destination les dits transferts.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 7 novembre 1944.

Pour Le Gouverneur général absent :

Le Gouverneur des Colonies,

Secrétaire général du Gouvernement général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,

Y. DIGO.

Surtaxes avion

ARRETE N° 3025 DT. du 10 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 23 octobre 1941 portant organisation du Service des Transmissions de l'Afrique occidentale française promulgué en A. O. F. par arrêté N° 4190/AP. du 3 décembre 1941;

Vu l'arrêté 4210-TP. du 3 décembre 1941, portant organisation du Service des Transmissions de l'Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté N° 1949-se/8 du 31 mai 1941 fixant les frais de transport aérien des correspondances postales et les surtaxes avion;

Vu le télégramme officiel N° 576-EP. du 3 novembre 1944 du Ministre des Colonies;

Vu l'urgence et sous réserve d'approbation en Commission Permanente du Conseil de Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La surtaxe postale aérienne applicable en A.O.F. aux lettres et cartes postales à destination de la Métropole est fixée à 6 francs par 5 grammes ou fraction de 5 grammes.

ART. 2. — Le présent arrêté qui annule toutes dispositions antérieures contraires sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 10 novembre 1944.

Pour Le Gouverneur général absent :

Le Gouverneur Secrétaire général,

chargé de l'expédition des affaires courantes,

Y. DIGO.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Hydrocarbures

ARRETE N° 560 AE./3 du 10 novembre 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu les arrêtés généraux des 30 août et 8 septembre 1943;

Vu les lettres en date du 31 octobre 1944 de la Cie Française de l'Afrique Occidentale — des Etablissements R. Eyckenne et de l'United Africa Company Ltd;

Vu l'avis de la Commission des Prix;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit à compter du 1^{er} novembre 1944 les prix de vente à Lomé, taxe de transaction comprise, des hydrocarbures ci-dessous :

1^o — Pétrole

Prix de gros par fût complet de 200 ou 36 litres :

	Fr.
Fûts de 200 litres	1.296,—
Fûts de 36 litres	305,—
Prix de détail, le litre nu	7,10

2^o — Essence

Prix de gros par fût complet de 200 ou 36 litres :

Fûts de 200 litres	1.408,—
Fûts de 36 litres	320,30
Prix de détail, le litre nu	7,70

3^o — Mazout gas oil

Prix de gros par fût complet de 204 litres,

Le fût	1.041,—
Prix de détail, le litre nu	5,70

4^o — Mazout auto gas oil

Prix de gros par fût complet de 200 litres,

Le fût	1.071,—
Prix de détail, le litre nu	5,90

Les prix de vente en dehors de Lomé ne peuvent être majorés que des seuls frais de transport et manutention.

ART. 2. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément à la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des P. T. T., des Circonscriptions et autres lieux publics.

Lomé, le 10 novembre 1944.

J. NOUTARY,

Maïs

ARRETE N° 562 AE. du 14 novembre 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 1^{er} de la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du Secrétariat d'Etat aux Colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 SE./C-5 en date du 13 juillet 1942 portant délégation des pouvoirs aux Gouverneurs et Chefs de Territoires en matière de prix et stocks;

Sur la proposition du Chef de la Subdivision d'Atakpamé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La sortie du maïs de la Subdivision d'Atakpamé est subordonnée à l'octroi d'une autorisation accordée par le Chef de Subdivision et ne pourra s'effectuer que par fer.

ART. 2. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles des sanctions prévues aux chapitres I et II du titre 3 de la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 novembre 1944.

Pour le Commissaire de la République empêché :

*Le Secrétaire général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

Caoutchouc

ARRETE N° 565 AE./1 du 16 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 546 du 27 octobre 1944 fixant les prix d'achat du caoutchouc pour la campagne 1944-1945;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu le télégramme 355 du 31 octobre 1944 du Gouverneur général;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rapporté l'article 2 de l'arrêté 546 AE./1 du 27 octobre 1944 susvisé.

Les prix d'achat aux producteurs du caoutchouc de la campagne 1944-1945 sont fixés comme suit :

CENTRES	1 ^{re} qualité	2 ^e qualité	3 ^e qualité	Déchet
Agou	15.545	13.664	12.722	8.238
Palimé	15.491	13.610	12.668	8.184
Atakpamé	15.318	13.437	12.495	8.011
Pagala	14.994	13.113	12.171	7.687
Blita	14.923	13.042	12.100	7.616

ART. 2. — Les spécifications demeurent celles fixées par l'article 2 de l'arrêté 557 du 16 octobre 1943.

ART. 3. — Le groupement du caoutchouc sera effectué par les S.I.P. qui achèteront aux prix ci-dessus et revendront au commerce à ces prix majorés de 1.000 francs par tonne pour ristourne et frais afférents à la préparation et au conditionnement du produit.

ART. 4. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles, subdivisions, P.T.T. et autres lieux publics.

Lomé, le 16 novembre 1944.

Pour le Commissaire de la République empêché :

*Le Secrétaire général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

H. GAUDILLOT.

Péripleumonie bovine

N° 578 SE. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

21 novembre 1944. — Sont déclarés infectés de péripleumonie bovine les locaux, enclos et pâturages de la Subdivision de Lomé où se trouve le troupeau de ravitaillement en provenance du Niger.

Les interventions du Service Vétérinaire, notamment l'application de l'article 18 de l'arrêté N° 550 du 30 octobre 1934 ne pourront avoir lieu qu'en présence du mandataire du troupeau de ravitaillement.

Café

ARRETE N° 581 AE. du 21 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu le télégramme 368 SEP. du 8 novembre 1944 du Gouverneur général;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est ouverte pour compter du 1^{er} décembre 1944 la campagne de café 1944-45.

ART. 2. — Les prix minima d'achat aux producteurs sont fixés comme suit :

CENTRES D'ACHAT	NIAOULI			ARABICA		
	Courant	Supérieur	Secondaire	Courant	Supérieur	Secondaire
	Frs.	Frs.	Frs.	Frs.	Frs.	Frs.
Lomé	10.467	11.494	6.651	13.668	14.625	9.998
Atakpamé	9.958	10.985	6.142	13.159	14.116	9.489
Agou	10.048	11.075	6.232	13.249	14.206	9.579
Palimé	10.026	11.053	6.210	13.227	14.184	9.557
Tsévié	10.209	11.236	6.393	13.410	14.367	9.740
Anécho	10.182	11.209	6.366	13.383	14.340	9.713
Blita	9.819	10.846	6.003	13.020	13.977	9.350

La qualité secondaire comprend les brisures et triages.

Si le café n'est pas conditionné il sera payé aux prix du courant avec une tolérance de 1 à 6% sur le poids.

Les chefs de Circonscription fixeront les prix dans les autres centres compte tenu des tarifs en vigueur de transports routiers.

ART. 3. — Tout achat en dessous des prix ci-dessus constituera une infraction à la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Circonscriptions et des P.T.T. et autres lieux publics.

Lomé, le 21 novembre 1944.

J. NOUTARY.

Coprah

ARRETE N° 582 AE. du 22 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu la circulaire 560 SEP. du 14 octobre 1944 et le télégramme 351 SEP. du 24 octobre 1944 du Gouverneur général;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit les prix minima d'achat du coprah aux producteurs :

Lomé 3.024 frs.

Anécho 2.947 —

Si le produit est livré aux exportateurs directement par le producteur sans intervention d'intermédiaire, ces prix sont majorés de 75 francs.

ART. 2. — Tout achat en dessous de ces prix constitue une infraction à la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans tous les bureaux des Cercles, Subdivisions, P.T.T. et tous autres lieux publics.

Lomé, le 22 novembre 1944.

J. NOUTARY.

Syndicats professionnels

ARRETE N° 584/A.P.A. du 22 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

Vu l'arrêté général N° 2.600 du 16 septembre 1944 fixant les conditions d'application de l'article 5 du décret du 7 août 1944 sur les syndicats professionnels;

Le Conseil d'Administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont étendues au territoire du Togo les dispositions de l'arrêté général N° 2.600 du 16 septembre 1944 fixant les conditions d'application de l'article 5 du décret du 7 août 1944 sur les syndicats professionnels.

ART. 2. — Les dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 2 de l'arrêté général N° 2.600 du 16 septembre 1944 sont, toutefois, remplacées par les dispositions suivantes :

« Condamnation pour fait qualifié crime par le Code « Pénal ou pour faits déferés au Tribunal criminel, « conformément à l'article 46 du décret du 21 avril « 1933 réorganisant la justice indigène au Togo ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 novembre 1944.

J. NOUTARY.

Personnel auxiliaire

ADDITIF au Règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire des Cercles, Bureaux et Services du Territoire du Togo.

ART. 4.

ECHELLE II

Entre :

Assistants sociaux et infirmiers du Service de l'Elevage,

Ajouter :

Surveillants d'Hygiène.

(Le reste sans changement).

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Mutations — Affectations

N° 2989 DSP/C. — Par décision du Gouverneur général de l'A. O. F. en date du 4 novembre 1944 :

a) Madame Wilson Joséphine, sage-femme auxiliaire principale de 4^e classe, en service au Niger, est affectée au Togo. Elle sera numériquement remplacée par une sage-femme auxiliaire de la promotion sortante.

b) Madame Alloké Tossou (née Tévi Héloïse), sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe avant 5 ans, en service au Niger, est affectée au Togo. Elle sera remplacée numériquement par une sage-femme auxiliaire de la promotion sortante.

c) M. Wilson Robert, médecin auxiliaire principal de 4^e classe en service au Niger, est affecté au Togo.

La présente décision aura effet pour compter du jour de la mise en route des intéressés sur leur nouvelle colonie d'affectation.

N° 3.011/P. — Par décision du Gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

8 novembre 1944. — M. Da Costa Soarès Jérôme, adjoint principal de classe exceptionnelle des Services Civils des Colonies, en service au Togo, est mis à la disposition du Gouverneur du Soudan.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Affectations**

Par décision n° 472 P. du :

15 novembre 1944. — M. Angeletti Laurent, chef surveillant de 3^e classe des Travaux publics du Togo, en service au Réseau des chemins de fer, est mis à la disposition du Chef du service des Travaux publics et des mines, pour compter du 15 novembre 1944.

La solde et les accessoires de solde de M. Angeletti seront supportés par le Budget Local — Chapitre 8 — Article 3 — Paragraphe 1.

Par décision n° 473 P. du :

16 novembre 1944. — M. Lemarchand Ferdinand, sous-chef de station radioélectrique, nouvellement affecté au Togo et arrivé au Territoire le 10 novembre 1944, est mis à la disposition du chef du groupe radioélectrique du Togo pour servir à Lomé.

PERSONNEL INDIGÈNE**Nominations**

Par arrêté n° 564 P. du :

15 novembre 1944. — Sont agréés dans le cadre local des P. T. T. du Togo, en qualité de surnuméraires stagiaires 1^{er} échelon :

Brassier Paul,	Lawson Bétum Pascal,
Johnson Pacôme,	Quinson Raphaël,
Salako Patrice,	Geay Maurice,
Wilson Adjété James,	Aquereburu Joseph.

Ces agents sont mis à la disposition du Chef du service des P. T. T.

Par arrêté n° 587 P. du :

24 novembre 1944. — Le nommé Gbedey Emmanuel est agréé dans le cadre local des P. T. T. en qualité de surnuméraire stagiaire 1^{er} échelon.

Cet agent est mis à la disposition du Chef du service des P. T. T.

Passage à l'échelon supérieur de solde

Par décision n° 480 P. du :

24 novembre 1944. — Est constaté pour compter du 24 septembre 1944, le passage au 2^e échelon des commis d'Administration stagiaires ci-après désignés :

Gafon Symphorien,
Adjako Benoît,
Gbedey Pascal Ambroise Paré.

Affectations — Mutations

Par décision n° 471 P. du :

15 novembre 1944. — Le commis d'administration de 7^e classe Amegan André, en service à Sokodé, est mis à la disposition du Commandant du Cercle de Mango.

Par décision n° 474 P. du :

17 novembre 1944. — Le commis de 8^e classe des P. T. T. Gbaguidi Maurice, en service à Atakpamé, est affecté à la Recette principale de Lomé.

Le surnuméraire stagiaire des P. T. T. Johnson Pacôme, en service au Bureau de Lomé, est mis à la disposition du Commandant du Cercle du Centre pour servir à Atakpamé, en remplacement du commis de 8^e classe des P. T. T. Gbaguidi Maurice, appelé à d'autres fonctions.

Par décision n° 477 P. du :

18 novembre 1944. — L'instituteur stagiaire du cadre commun secondaire de l'A. O. F. Degbeho Emmanuel, en service à Palimé, est affecté à l'Ecole régionale de Mango.

Il rejoindra son nouveau poste d'affectation immédiatement après la fin de l'année scolaire 1944.

Démission

Par arrêté n° 563 P. du :

14 novembre 1944. — Est acceptée la démission de son emploi offerte par l'infirmier de 4^e classe Zekpa Hermann, en service à Lomé.

Révocation

Par arrêté n° 583 P. du :

22 novembre 1944. — Le commis d'Administration de 1^{re} classe Amouzou Agbém'fan Vitus, précédemment en service au bureau des Finances à Lomé, suspendu de ses fonctions par arrêté n° 240 P. du 5 mai 1944, est révoqué pour compter du 16 novembre 1944, date à laquelle il a été condamné par arrêt du Tribunal Colonial d'Appel de Lomé à :

1^{re} — Un an d'emprisonnement, 500 francs d'amende, 5 ans d'interdiction de séjour, incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public, pour escroqueries ;

2^o — Trois mois d'emprisonnement et 500 francs d'amende pour complicité d'escroquerie ;

3^o — Deux mille francs d'amende pour infractions à la législation sur l'or ;

Avec confusion des peines.

Agents auxiliaires**Nomination — Affectation**

Par décision n° 475 P. du :

17 novembre 1944. — Le nommé Rincliff Jean, précédemment agent auxiliaire, est engagé en qualité d'infirmier vétérinaire au salaire mensuel de Mille Trois Cent Cinquante francs (1.350 francs) pour compter du 1^{er} novembre 1944.

M. Rincliff aura droit en outre aux divers avantages définis par le Règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire des Cercles, Bureaux et Services du Territoire du Togo.

M. Rincliff reste à la disposition du Chef du Service de l'Elevage pour servir à la Circonscription de Sokodé.

Agents de police**Nominations**

Par arrêté n° 566 P. du :

17 novembre 1944. — Sont agréés dans le cadre local subalterne d'agents de police du Togo, en qualité de stagiaires :

Houédakor François,	Kolagbé Linus,
Kpodar André,	Hoffer Mathias,
Aholou Hermann,	Tokanou Emmanuel,
Lawson Cyrille,	Comlangan Antoine,
Amouzou Michel,	Bassabi Adam.

Ces agents sont mis à la disposition du Chef du Service de la Sûreté.

Forces de police

Par arrêté n° 576 B. M. du :

20 novembre 1944. — Est licencié pour mauvaise manière habituelle de servir et rayé des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire pour compter du 1^{er} décembre 1944 le garde de 2^e classe Samba Diodi n° mle 1406 du peloton de Lomé.

La gratuité du transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

Par arrêté n° 577 B. M. du :

21 novembre 1944. — Est agréé à la 2^e Cie. de milice pour compter du 1^{er} novembre 1944 comme stagiaire catégorie A, Dacayao Nicolas, ex-tirailleur de 2^e classe.

Est licencié pour fin de contrat et rayé des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire pour compter du 1^{er} novembre 1944, le caporal Adinsi Robert n° mle 1033 BT de la 2^e Cie. de milice.

Est rayé des contrôles actifs des Forces de Police du Territoire pour compter du 8 novembre 1944 le stagiaire de la catégorie B, Tiou Kombati n° mle. 1200 BT. de la 1^{re} Cie. de milice, décédé à l'hôpital de Lomé le 7 novembre 1944.

Est accordée pour compter du 15 novembre 1944 la démission du stagiaire catégorie B, Kolagbe Linus n° mle. 1226 BT. de la 1^{re} Cie. de milice.

DIVERS**Allocations**

Par arrêté n° 559 F. du :

8 novembre 1944. — Sont accordées, les allocations ci-après aux veuves et orphelins de l'ex-Infirmier-Major de 3^e classe du Togo, Adoglo Valentin, décédé à Anécho le 24 janvier 1943.

1^o — Allocation de veuve au taux annuel de :

1^o Trois cent cinquante neuf francs (359 frs.) à compter du 25 janvier 1943.

2^o Quatre cent cinquante francs (450 frs.) à compter du 1^{er} mai 1943, à chacune des veuves ci-dessous désignées :

Houkpati Houndjenouko (Veuve Adoglo Valentin) née en 1913 à Attitogon, demeurant à Lomé.

Agbégninou Edjossan Madeleine (Veuve Adoglo) née vers 1917 à Aklakou, demeurant à Lomé.

2^o — Allocations au taux annuel de :

1^o Quatre vingts francs (80 frs.) à compter du 25 janvier 1943.

2^o Cent francs (100 frs.) à compter du 1^{er} mai 1943, à chacun des orphelins ci-après :

Adoglo Hélène Afansi, née à Aklakou (Anécho) le 25 mai 1937.

Adoglo Martin Akouété, né à Aklakou (Anécho) le 27 mai 1941.

Adoglo Martine Akouélé, née à Aklakou (Anécho) le 27 mai 1941, enfants légitimes de la femme Houkpati Houndjenouko.

3^o — Allocations au taux annuel de :

1^o Deux cent trente neuf francs (239 frs.) à compter du 25 janvier 1943.

2^o Trois cents francs (300 frs.) à compter du 1^{er} mai 1943 à chacun des orphelins ci-après :

Adoglo Bernardine, née à Anécho, le 12 juin 1942, enfant légitime de la femme Agbégninou Edjossan.

Adoglo Raphaël, né à Amlamé (Atakpamé), le 20 juillet 1930, enfant légitime de la femme Ayatonsi, décédée.

Conformément à l'article 13 paragraphes 5 et 6 de l'arrêté du 17 décembre 1937, les allocations attribuées aux orphelins sont reversibles sur les ayants-droit d'un même groupe.

La dépense résultant du paiement de ces allocations est imputable au Budget Local du Togo.

Association

Par arrêté n° 575 APA. du :

18 novembre 1944. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « Popo-Union » dont le siège est fixé à Lomé.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Commission des théâtres et des spectacles

Par arrêté n° 561 APA. du :

10 novembre 1944. — La composition de la commission des théâtres et spectacles, instituée à l'article 5 de l'arrêté n° 28 du 9 janvier 1928, est fixée comme suit pour le Cercle de Lomé :

Le Commandant du Cercle de Lomé	<i>Président</i>
Le Chef du Service des Travaux publics	
Le Médecin Résident de Lomé	
M.M. Artaxe, Chef ouvrier d'art des Chemins de fer de l'A. O. F.	<i>Membres</i>
Robert, Employé de l'Union Electrique Coloniale, membre à titre consultatif.	

Prison

Par décision n° 481 P. du :

24 novembre 1944. — L'inspecteur auxiliaire de police de 4^e classe Akpokli Charles, est nommé surveillant-chef de la prison de Sokodé, en remplacement de l'inspecteur auxiliaire de police de 6^e classe Dossouvi André, affecté à Lomé.

Rôles

Par arrêté n° 580 CD. du :

21 novembre 1944. — Sont approuvés et rendus

exécutoires les rôles supplémentaires exercice 1944 ci-après s'élevant à la somme de : Trois cent quarante neuf mille francs.

NOS DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1944				
150	Trésor	Patentes	675,—	875,—
151	—	Licences	200,—	
152	Anécho	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 2.510,— Contribution exceptionnelle 495,— Rachat des prestations indigènes 760,—	3.765,—	
153	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 140,— Contribution exceptionnelle 30,— Rachat des prestations (indigènes) 30,—	200,—	21.330,—
154	—	Licences	200,—	
155	—	Taxe sur armes perfectionnées	40,—	
156	—	Taxe sur armes perfectionnées	20,—	
157	—	Taxe sur armes non perfectionnées	3.327,—	
158	—	Taxe sur armes non perfectionnées	2.168,—	
159	—	Taxe sur les bicyclettes	9.600,—	
160	—	Taxe sur les bicyclettes	2.010,—	
161	Atakpamé	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 10.015,— Contribution exceptionnelle 1.985,— Rachat des prestations (indigènes) 3.285,—	15.285,—	
162	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 5.810,— Contribution exceptionnelle 1.155,— Rachat des prestations (indigènes) 2.180,—	9.145,—	
163	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 1.950,— Contribution exceptionnelle 390,—	2.340,—	
164	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 28.065,— Contribution exceptionnelle 5.610,—	33.675,—	
165	—	Impôt sur la population flottante 1.680,— Contribution exceptionnelle 360,—	2.040,—	
166	—	Impôt sur la population flottante 1.260,— Contribution exceptionnelle 270,—	1.530,—	
167	—	Patentes	139.220,—	
168	—	Patentes	26.870,—	
169	—	Licences	200,—	
170	—	Licences	100,—	
171	—	Taxe sur armes perfectionnées	20,—	
172	—	Taxe sur armes perfectionnées	140,—	
173	—	Taxe sur armes non perfectionnées	1.640,—	
174	—	Taxe sur armes non perfectionnées	1.752,—	
175	—	Taxe sur les bicyclettes	4.320,—	
176	—	Taxe sur les bicyclettes	2.070,—	
177	—	Taxe sur les chiens	80,—	
178	—	Rachat des prestations indigènes	2.640,—	243.067,—
179	Sokodé	Impôt personnel (taxe fixe) 825,— Contribution exceptionnelle 165,— Rachat des prestations 60,—	1.050,—	
180	—	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 630,— Contribution exceptionnelle 180,—	810,—	
181	—	Impôt sur la population flottante 1.300,— Contribution exceptionnelle 260,—	1.560,—	
à reporter . . .			3.420,—	265.272,—

N ^{os} DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>report</i> . . .	3 420,—	265.272,—
182	Sokodé	Patentes	6.960,—	
183	—	Licences	150,—	
184	—	Taxe sur les bicyclettes	780,—	
184bis	—	Valeur des prestations en nature	17.280,—	
185	—	Rachat des prestations (indigènes)	600,—	29.190,—
186	Bassari	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 1.100,—		
		Contribution exceptionnelle 220,—		
		Rachat des prestations (indigènes) 400,—	1.720,—	
187	—	Patentes	19.885,—	
188	—	Licences	100,—	
189	—	Taxe sur armes perfectionnées	20,—	
190	—	Taxe sur armes de traite	8.083,—	
191	—	Taxe sur les bicyclettes	2.370,—	
192	—	Rachat des prestations indigènes	19.680,—	51.858,—
193	Dapango	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. 2.345,—		
		Contribution exceptionnelle 335,—	2 680,—	2.680,—
		TOTAL		349.000,—

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 29 novembre 1944.

Subvention

Par décision n° 467 F. du :

10 novembre 1944. — Une subvention de Deux cent cinquante mille francs (250.000 frs.) est accordée à la Commune-Mixte de Lomé pour lui permettre de faire face à une insuffisance des ressources constatée au titre du Budget Communal de l'exercice 1944.

La dépense est imputable au Chapitre 15 — Article 5 — Paragraphe 1 (Dotation) du Budget Local — Exercice 1944.

Terrain domanial

Par décision n° 470 DOM. du :

14 novembre 1944. — Une Commission composée de :

M.M. le chef du Service des Travaux Publics ou son délégué *Président*
le Conservateur de la Propriété Foncière
un représentant de la Mission Catholique } *Membres*

se réunira sur convocation de son Président à l'effet d'évaluer le terrain rural, non bâti, sis à Baguida, Cercle de Lomé, d'une superficie de 65 a. 71 ca. environ, appartenant à la Mission Catholique.

Il sera dressé un rapport succinct en 4 exemplaires contenant un détail descriptif et estimatif.

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnel

DECRET du 26 août 1944.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du Commissaire aux Finances, du Commissaire aux Affaires étrangères, du Commissaire à l'Intérieur et du Commissaire aux Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le décret du 20 juillet 1943, portant fixation des attributions du Commissaire aux Finances;

Vu le décret du 29 décembre 1943, fixant le statut des agents temporaires des services centraux du Comité français de la Libération nationale;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1943, portant fixation du statut des employés temporaires;

Vu le décret du 18 août 1944, relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions suivantes seront applicables pendant un délai de six mois à compter de la promulgation du présent décret.

ART. 2. — Les fonctionnaires des cadres métropolitains ou coloniaux, les agents et employés actuellement rémunérés sur les fonds du Gouvernement Provisoire de la République Française ou sur les budgets locaux, lorsqu'ils sont appelés, à titre civil à servir en France (à l'exception du département de la Corse) recevront au moment de leur départ direct pour la France l'intégralité de leurs émoluments pour le mois en cours et pour le mois suivant.

A compter du premier jour du deuxième mois qui suivra leur départ, ils seront, à titre provisoire, jusqu'à leur affectation à un poste définitif, à leur retour à leur poste dans leur administration d'origine, ou leur licenciement selon les règles de leur statut, rémunérés dans les conditions prévues aux articles ci-après sans que ce délai puisse se prolonger au delà de celui qui est prévu à l'article premier.

ART. 3. — Les fonctionnaires et agents métropolitains réfugiés ou évadés en Corse ou dans les territoires de la France d'outre-mer recevront en France continentale les traitements et accessoires de traitement sur les mêmes bases que les fonctionnaires de même grade et de même classe demeurés en France.

ART. 4. — Les fonctionnaires et agents des cadres métropolitains et coloniaux rémunérés sur les budgets coloniaux conserveront à la charge de ces budgets la

totalité des émoluments afférents à leur emploi, à l'exception des indemnités de zone, et des indemnités représentatives de frais.

Ils feront connaître la somme (comprise entre 50 % et 80 % des traitements et indemnités accessoires de traitement) dont ils entendent recevoir le service en France. Cette somme sera réduite du traitement mandaté par leur ordonnateur habituel et elle leur sera versée en France au vu d'un titre spécial de paiement.

ART. 5. — Les agents et employés des services centraux du Gouvernement Provisoire de la République Française, qui bénéficient des rémunérations fixées par le décret du 29 décembre 1943 et l'arrêté du 31 décembre 1943 continueront, sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 2, à percevoir leur rémunération à l'exclusion de la majoration algérienne de 33 % et des indemnités représentatives de frais. Ceux

qui sont en service à Londres et qui bénéficient des rémunérations fixées par les arrêtés du 18 avril 1944 recevront en France et sous les mêmes réserves les trois quarts de leur rémunération convertie en francs.

Toutefois, ceux d'entre eux qui, avant leur intégration dans les cadres provisoires des services centraux, étaient fonctionnaires métropolitains ou coloniaux, auront à opter dans le délai d'un mois à compter de leur arrivée en France, entre le bénéfice des dispositions du présent article ou de celles des articles 3 ou 4 ci-dessus, et dans ce dernier cas leur intégration prendra fin.

ART. 6. — Les personnels visés à l'article 2 auront droit, à compter du lendemain du jour où ils auront quitté leur résidence à une indemnité journalière de déplacement et de séparation qui sera calculée dans les conditions suivantes :

				A partir du 61 ^e jour.		
	Chef de famille dont la famille est restée dans les territoires d'outre-mer	Chef de famille dont la famille est en résidence dans la France métropolitaine Corse comprise	AUTRES AGENTS	Chef de famille dont la famille est restée dans les territoires d'outre-mer	Chef de famille dont la famille est en résidence dans la France métropolitaine Corse comprise	AUTRES AGENTS
Personnel dont le traitement de base est égal ou supérieur à 60.000 francs.	250	200	150	150	100	Néant
Personnel dont le traitement de base est supérieur à 30.000 francs et inférieur à 60.000 francs.	200	160	120	120	80	Néant
Personnel dont le traitement de base est égal ou inférieur à 30.000 francs.	150	120	90	90	60	Néant

A cette indemnité s'ajoute pour les chefs de famille dont la famille est restée dans les territoires d'outre-mer une majoration de 50% des allocations à caractère familial.

Le service des indemnités ou avantages définis ci-dessus sera acquis aux intéressés pendant la durée de leur mission et dans la limite de délai d'application du présent décret tel qu'il est fixé par l'article premier.

Les traitements de base à retenir pour l'application de l'indemnité visée ci-dessus au personnel du Gouvernement provisoire de la République française sont, pour le personnel d'Alger, ceux qui figurent à l'arrêté du 12 janvier 1944, relatif au calcul de l'indemnité familiale et résidentielle de ce personnel.

Pour le personnel de Londres, sont classés dans la catégorie du personnel dont le traitement de base est égal ou supérieur à 60.000 francs, les agents d'un grade égal ou supérieur à celui de Chef de service ou chef de cabinet. Les agents ayant grade de sous-chef de service ou chef de section sont classés dans la catégorie de personnel dont le traitement de base est supérieur à 30.000 francs et inférieur à 60.000 francs. Les autres agents ainsi que tous les employés sont classés dans la catégorie de personnel dont le traitement de base est égal ou inférieur à 30.000 francs.

ART. 7. — Les indemnités à caractère familial attribuées aux personnels visés à l'article 2 du présent décret seront celles applicables au lieu où réside la famille.

ART. 8. — Lorsque les membres de la famille d'un fonctionnaire, agent ou employé en France à titre civil pour participer à la remise en place des services métropolitains, résident en zone encore occupée par

l'ennemi, l'agent sera rémunéré sur la base fixée pour les célibataires, les indemnités auxquelles il pourrait avoir droit du chef de sa famille étant réservées pour être servies à celle-ci lors de la reprise des relations avec elle.

Si la famille de l'agent, séparée de celui-ci réside en zone libérée ou dans les territoires de la France d'outre-mer, elle pourra recevoir, sur la demande de l'agent, directement :

1^o — Les suppléments de traitement à caractère familial et résidentiel selon le régime et les taux applicables au lieu où elle réside;

2^a — Le montant des indemnités de déplacement et de séparation visées à l'article 6;

3^o — Une délégation pouvant atteindre 50% des traitements et accessoires de traitement.

ART. 9. — Le présent décret sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 26 août 1944.

Henri QUEUILLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Commissaire aux Finances,

Pierre MENDES-FRANCE.

Le Commissaire aux Affaires étrangères p. i.,
CATROUX.

Le commissaire à l'intérieur p. i.,
François DE MENTHON.

Le Commissaire aux Colonies,
R. PLEVÉN.

Le Commissaire aux Affaires Sociales,
A. TIXIER.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

INTENDANCE MILITAIRE DU DAHOMEY-TOGO

Avis

*relatif à la clôture de l'exercice 1944
du Budget Colonial au Togo.*

Les créanciers du budget colonial au Togo sont informés que par application du décret du 25 juin 1934 (article 1^{er}) dont les dispositions ont été étendues aux colonies par le décret du 15 décembre 1934, la clôture de l'exercice 1944 est fixée au 31 décembre 1944.

Ils sont par suite invités à remettre à l'Intendant Militaire de Cotonou, et avant le 15 décembre 1944, les mémoires, comptes ou factures des sommes qui peuvent leur être dues au titre dudit exercice.

Les titulaires de mandats au compte du budget colonial (exercice 1944) devront en outre se présenter aux Caisses Trésor avant le 31 décembre 1944.

Avis d'ouverture de succession

Les créanciers et débiteurs de la succession de l'Adjudant-Chef Duffrechou Jean, de la 44^e Cie. du B. T. S. D. à Parakou, décédé le 29 octobre 1944 à Bobo Dioulasso (Côte d'Ivoire), sont invités à produire leurs titres en 3 exemplaires à Monsieur l'Intendant Militaire Chef du Service de l'Intendance du Dahomey-Togo à Cotonou, ou se libérer sans délai à partir de la date de la présente insertion.

DOMAINES

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier

Le vendredi 5 janvier 1945 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 7, cercle de Lomé consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 4 ares 15 centiares, borné au nord par terrain à Tossou Houndjoe, à l'est par terrain à Peter Ayivor et T. 570 du territoire du Togo à Georges Gunn, au sud par la rue du chemin de fer, à l'ouest par terrain à Nouwozan, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Félicio Marcellin de Souza, planteur et notable, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 12 octobre 1944, n° 1283.

*Le Conservateur de la propriété foncière p. i.,
BERLIE.*

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1286, déposée le 18 novembre 1944 le Receveur des Domaines demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme représentant du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier portant des bâtiments à usage d'école d'une contenance totale de Soixante-quinze ares trente centiares (75 a. 30 ca.) situé à Nuatja, quartier Agbaladomé, cercle du Centre connu sous le nom de Station administrative de Nuatja et borné au nord par un passage le séparant du terrain de la Mission Catholique, à l'est par une rue, au sud par un terrain domanial, à l'ouest par une rue et le quartier Agbaladomé.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels.

Suivant réquisition, n° 1287, déposée le 20 novembre 1944 Monseigneur Cessou Jean-Marie profession de Vicaire Apostolique de Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration de la Mission Catholique de Lomé, fonctions pour laquelle il a été agréé par décision du 11 mai 1926, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de Seize ares soixante centiares (16 a. 60 ca.), situé à Lomé, quartier Amoutivé, route de Bè, cercle de Lomé borné au nord par la route de Bè, à l'est par terrain à Agbové, au sud et à l'ouest par terrain à Adjallé.

Il déclare que ledit immeuble appartient au Conseil d'Administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1^o — que les biens ayant une affectation de Mission, leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de Mission.

2^a — que ces biens ayant une affectation de Mission ne pourront être aliénés sans une autorisation préalable du Gouvernement Français.

*Le Conservateur de la propriété foncière p. i.,
BERLIE.*

NÉCROLOGIE

Le Gouverneur des Colonies, Commissaire de la République au Togo a le regret de faire part du décès de :

1^o — M. Aquéréburu Joseph, surnuméraire stagiaire des P. T. T., survenu à Lomé le 18 novembre 1944;

2^o — M. Colmet d'Aage Raymond Charles, adjudant-chef de l'Infanterie Coloniale en service hors cadres au Togo, survenu à l'hôpital de Lomé le 22 novembre 1944.